



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Démographie mondiale : La conférence internationale du Caire

Philippe Collomb

Citer ce document / Cite this document :

Collomb Philippe. Démographie mondiale : La conférence internationale du Caire. In: Économie rurale. N°225, 1995. pp. 37-41;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1995_num_225_1_4709

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Démographie mondiale : la conférence internationale du Caire

Les conférences internationales sur la population

Du 5 au 13 septembre 1994, s'est tenue, au Caire, une conférence internationale sur la population organisée par les Nations Unies. Créée par la résolution 1989-91 du Conseil Économique et Social des Nations Unies, cette conférence, qui avait pour secrétaire général le Docteur Nafis Sadik, pakistanaise, directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), était la troisième d'une série de réunions organisées à raison d'une par décennie dont la première siégea à Bucarest.

Bucarest

La Conférence mondiale de la population de Bucarest (19-30 août 1974) fut la première du genre à convier les gouvernants à se pencher sur les problèmes de population. Jusque-là, des colloques sur ce thème s'étaient adressés aux seuls spécialistes. Cette première réunion avait produit un Plan mondial d'action sur la population. Destiné aux gouvernements des pays participants, ce document constituait une sorte de schéma directeur proposant des objectifs à atteindre dans des domaines tels que l'accroissement global de la population, la morbidité et la mortalité, l'espérance de vie, la condition de la femme, les migrations internationales, l'amélioration des connaissances démographiques, la coopération internationale, etc.

On pouvait ainsi résumer le consensus qui s'était dégagé parmi les divers représentants des pays en développement à cette époque, par la formule « le développement est la meilleure des contraceptions ».

D'autres représentants défendirent la thèse selon laquelle la baisse de la fécondité est un préalable au développement, non un effet du développement économique.

C'est surtout les craintes d'affrontement entre pays pauvres et pays riches aux évolutions démographiques extrêmement différentes qui incita les intervenants à solliciter de vigoureuses campagnes de limitation des naissances de la part de pays à forte fécondité.

Dans ces conditions, le *Plan mondial d'action*, qui ressortit de la Conférence, fut un document subtil et riche en nuances. Les appels au développement furent nets, mais les précisions sur les conditions d'obtention de celui-ci presque absentes.

Mexico

Dix ans après Bucarest, il est apparu qu'il serait utile de faire le point et de vérifier si les buts visés avaient été atteints; d'où la décision prise par le Conseil Économique et Social des Nations Unies (résolution 1981-87 du 25 novembre 1981) de convoquer une nouvelle Conférence internationale sur la population dont le mandat serait d'examiner et d'évaluer le Plan mondial d'action et de prendre des dispositions en vue de la poursuite de son exécution. Mexico accepta d'accueillir cette conférence du 6 au 14 août 1984.

Il apparût alors que, si la diminution de la fécondité se trouvait confirmée dans bon nombre de pays en développement, en particulier en Amérique latine, la croissance démographique était toujours vive. La croissance démographique de l'Afrique n'avait pas encore atteint son maximum (2,9 entre 1980 et 1985), en particulier celle d'Afrique de l'Est ou d'Afrique de l'Ouest venait de dépasser 3 % l'an, sans que les délégations le sachent.

La conférence de Mexico fut le théâtre d'une volte-face gouvernementale de bon nombre de pays du tiers monde, dont les représentants appelèrent de leurs vœux la réalisation de programmes de planification familiale très déterminés dans le but de déclencher ou de donner une impulsion vigoureuse à la diminution de la fécondité.

Ainsi, les modifications du Plan d'action adoptées en 1984 ont-elles concerné principalement la planification familiale et ignoré presque totalement la mise en pratique du développement susceptible de faciliter la baisse de la fécondité.

Le Caire

Cette conférence intervient dans un contexte politique économique et social tel, que les effets du développement ainsi que ceux de la lutte contre la pauvreté sur l'évolution de la fécondité des populations n'échappant à aucun observateur, il est apparu nécessaire de modifier l'appellation de cette génération de conférences internationales en mettant l'accent sur le développement. Elle fut appelée **Conférence internationale** sur la population et le développement.

Quinze mille personnes se sont trouvées ainsi rassemblées, qui pour assister au titre de délégué national à la rencontre organisée par les Nations Unies, qui pour suivre les débats d'une convention parallèle de 957 organisations non gouvernementales.

L'Égypte au cœur de la dialectique du développement

L'Égypte, pays à la croissance démographique encore rapide

Le choix de l'Égypte fut en grande partie symbolique.

Tout d'abord, une faible mortalité (8 décès pour 1000 habitants) et une natalité encore relativement forte (près de 30 naissances pour 1000 habitants), confèrent à ce pays un taux d'accroissement annuel encore élevé (près de 2,2 % par an).

N'oublions pas que l'Égypte a connu après 1985 une nette baisse de la fécondité, due en partie à l'évolution des conditions socio-économiques, mais aussi à l'application d'un programme national de planification de la famille mis en place par les pouvoirs publics il y a plus de dix ans.

Cette situation donne à l'Égypte un statut de « pays phare » particulièrement intéressant aux yeux du Fonds des Nations Unies pour la Population parmi l'ensemble des pays en voie de développement, plus particulièrement parmi les pays musulmans.

L'Égypte, pays clef du monde arabe

L'Égypte connaît un climat de fortes tensions dues aux nombreux attentats commis par des groupes armés islamistes, situation qui l'a conduite à conclure des accords avec plusieurs autres pays musulmans, en particulier avec le Pakistan, pour lutter contre l'extrémisme religieux.

Parmi de nombreuses manifestations d'opposition à la tenue de la conférence au Caire, un groupe d'avocats islamistes a intenté le 23 août 1994 un procès devant la Cour administrative égyptienne pour obtenir l'annulation de la conférence. Le Caire a en outre été placé sous haute surveillance pour faire face à d'éventuels attentats du groupe islamiste « Gama'a al-Islamiya », qui a menacé la vie des participants à la conférence.

Outre qu'elles ont contraint le président égyptien à convaincre les organisations internationales que « l'islamisme n'est pas un problème pour l'Égypte » développant la thèse selon laquelle « il ne faut surtout pas comparer la situation en Égypte et celle en Algérie ! », ces conditions très particulières ont conduit les responsables des Nations Unies à prévoir un repli éventuel sur New-York de l'établissement de la conférence, en cas de recrudescence des attentats ou de menaces trop inquiétantes des groupes islamistes.

Entre autres manifestations d'hostilité à l'égard de la conférence, le premier ministre du Pakistan, Madame Bénazir Bhutto, prise entre de graves troubles entretenus par des groupes musulmans extrémistes, qui l'incitaient à condamner la conférence, et d'ambitieuses procédures de développement économique supposant d'importantes participations financières de la Banque mondiale, a longtemps différé sa décision de participer à la conférence.

En outre, bon nombre de pays musulmans ont motivé leur attitude à l'égard de cette conférence par le fait que le texte préparatoire à la conférence était, par certains de ses paragraphes, contraire à la charia et préconisait notamment « la libéralisation de l'avortement et le libertinage ». Le rôle confié à l'Égypte a donné à ce pays une position clef sur l'échiquier international, qui est venue s'adjoindre au rôle important qu'il joue déjà au sein du monde arabe.

L'Égypte, pays clef en matière de développement

L'Égypte fait actuellement l'expérience des effets sociaux de la politique de rigueur inspirée par le Fonds monétaire international. Cette politique conduit en particulier à une meilleure rémunération du travail des agriculteurs, qui sont ainsi conduits à consacrer une plus grande partie de leurs terres à la production céréalière.

Ces mesures permettent une meilleure couverture des besoins alimentaires par les agriculteurs du pays; en effet, celle-ci semblerait être passée de un quart à la moitié des besoins dès 1994, alors que cet objectif n'était attendu que pour l'an 2000 par le ministère de l'Agriculture du pays. Il en résulte un meilleur équilibre de la balance du commerce extérieur. Mais ces mesures comportent des risques de hausse des cours du blé à la consommation. Cet éventuel renchérissement des denrées de base conduit les pouvoirs publics à une extrême vigilance face à de possibles perturbations de la paix sociale.

On perçoit ici, d'une part le risque d'une exploitation du mécontentement social par tout type d'extrémisme, et d'autre part la nécessité d'un traitement social et économique de la pauvreté et des conséquences économiques éventuelles d'une forte croissance démographique, traitement qui ne peut qu'être très coûteux et suppose une assistance internationale soutenue.

C'est dire l'importance du choix de l'Égypte comme pays siège de la Conférence internationale sur la population et le développement en une période où bon nombre de pays s'interrogent sur le bien fondé des politiques de développement qui leur sont suggérées par les pays développés.

Quelques paradoxes du discours démographique

L'humanité connaît depuis la fin de la seconde guerre mondiale une situation démographique qui la conduit à relever un véritable défi économique.

Un premier doublement au lendemain de la seconde guerre mondiale

La population de la planète a fait l'expérience d'un premier doublement de ses effectifs entre 1950 et 1990. Ce doublement résultait en grande partie d'une forte baisse

de la mortalité des pays en développement, dans un contexte culturel, économique et social peu propice à la baisse de la fécondité.

En fait, la croissance de la population mondiale s'est accélérée depuis le début du xx^e siècle. Elle a été la plus rapide durant les années soixante (2,06 % par an entre 1965 et 1970), puis le taux d'accroissement est revenu à 1,7 % par an environ.

Nous devons ce fléchissement de l'accroissement démographique mondial à la baisse de la fécondité.

La baisse de la fécondité fut globale et quasi universelle. Mais la fécondité moyenne du monde reste relativement élevée, et celle de nombreux pays, en particulier africains, est toujours forte (six à sept enfants par femme).

C'est à ce maintien de la fécondité que nous devons l'actuelle pyramide des âges de la population du monde. Caractérisée par une grande jeunesse, cette pyramide contient une promesse d'accroissement rapide de la population durant les prochaines décennies.

Quelle que soit leur fécondité, les femmes nées durant ce premier doublement arrivent en nombre important à l'âge de procréer et assurent un renouvellement de leur effectif en jeunes filles qui, elles aussi nombreuses, seront, par leur capacité de procréation, à l'origine d'un accroissement rapide de la population.

Nous constaterons donc la *maintien inéluctable d'une forte croissance démographique* pendant encore quelques décennies et ceci même si la fécondité diminue très rapidement.

Évidemment, le nombre des enfants à naître sera d'autant plus important que la fécondité de ces générations de femmes sera élevée, ce qui sera probablement le cas pour l'Afrique subsaharienne.

Un deuxième doublement de la population mondiale entre 1990 et 2050

D'après les projections les plus récentes des Nations Unies (hypothèse moyenne), nous allons connaître un nouveau doublement de la population de la planète entre 1990 et 2050.

Ce pronostic figure au centre d'une fourchette laissant un flou d'estimation de plus de deux milliards d'habitants en plus ou en moins de la moyenne, flou dû à la plus ou moins grande rapidité de la baisse à venir de la fécondité (hypothèse moyenne : 10 milliards, hypothèse basse : 8 milliards; hypothèse forte : 12,5 milliards pour 2050).

Il appelle en particulier une observation : selon l'hypothèse moyenne des projections des Nations Unies, l'accroissement de la population du monde sera de 4,7 milliards entre 1990 et 2050. Plus de la moitié de cet accroissement est inéluctable, il résultera presque inévitablement du rajeunissement passé de la structure par âge. Même à supposer un ajustement soudain de la fécondité au niveau strictement nécessaire pour assurer le remplacement des générations, l'accroissement de la population du monde dépasserait 2 milliards d'habitants.

Ceci nous conduit à un *premier paradoxe* :

Alors qu'ils soulignent quasi la gravité des problèmes posés par la croissance démographique, les plans mondiaux d'action adoptés en 1974, en 1984 et maintenant en 1994 apportent peu de propositions concrètes en matière de développement face au défi politique, économique, social et bien entendu écologique, que pose *l'accroissement quasi inévitable de la population mondiale de 5,1 à 7,7 milliards d'habitants en 2050*. Or les mesures qui permettront de faire face aux difficultés que pourra générer cet accroissement ne sont pas d'ordre démographique mais d'ordre politique, économique, ou écologique. En revanche, toute l'attention est portée sur la planification familiale, par laquelle seule une partie des problèmes posés par la croissance démographique est abordée.

Classes hautement fécondes, classes pauvres

Tous les observateurs en conviennent, le développement économique conduit en général à une baisse de la fécondité. Cette question récurrente, qui a fait couler beaucoup d'encre, fait de nouveau irruption chez les économistes et les démographes en raison des inquiétudes suscitées par la situation de l'environnement.

Comme les démographes l'ont montré depuis longtemps, les plus fortes fécondités sont observées dans les pays les plus déshérités du monde et parmi les classes sociales les plus pauvres. Ce fut l'un des mérites de l'Enquête mondiale de fécondité de généraliser ce type d'observation durant les années soixante-dix.

Les effets des campagnes de planification de la famille

Vingt ans après Bucarest, mesurant les lenteurs de la baisse de la fécondité dans les pays les plus pauvres du monde, les conférenciers réunis au Caire ne peuvent que constater la résistance de certaines sociétés aux programmes de planification de la famille mis en place.

Certes, la baisse de la fécondité n'a pas toujours attendu les changements économiques généralement perçus comme de nécessaires « préalables ». Les évolutions des connaissances, des attitudes et des pratiques, liées probablement à celles des aspirations, des mentalités et des valeurs attachées à la procréation semblent expliquer la rapidité de la baisse de la fécondité en Amérique latine et dans certains pays d'Asie orientale.

Mais la majorité des observateurs s'accorde à dénoncer l'inefficacité probable de ces programmes dans les pays les plus pauvres, en l'absence de changements structurels, en particulier économiques. On constate effectivement que, en dépit de l'aide internationale dont ils ont bénéficié, les pays les plus pauvres de la planète, en particulier les pays africains, affichent une fécondité toujours élevée. En l'absence d'un réel décollage économique et de modification de nature culturelle, les campagnes de distribution de contraceptifs, les programmes d'information, d'éducation et de sensibilisation à la planification familiale n'ont pas brillé par leurs résultats. Et il n'est pas certain que la croissance démographique de l'ensemble du continent africain ait encore atteint son maximum aujourd'hui.

L'inventaire des modalités de diminution de la fécondité

La théorie de la transition démographique postule l'existence d'une régulation mécanique par laquelle une baisse de fécondité suit inéluctablement une baisse de la mortalité. Cette adaptation de la fécondité aux nouvelles conditions suppose que les populations concernées prennent conscience que les comportements de leurs pères adaptés à une forte mortalité infantile n'ont plus lieu d'être en raison de la survie de leurs enfants, et qu'ils modifient leurs pratiques de procréation en limitant leurs naissances.

De l'avis général, cette modification pouvait être accélérée par le développement économique et par l'amélioration des conditions de vie des populations.

Voici maintenant que la belle unanimité observée jusqu'à maintenant autour de cette notion de transition démographique du développement semble faire place à quelques exceptions. On sait, d'une part que la baisse de la fécondité est intervenue dès le milieu des années soixante, lors de la mise en circulation de moyens modernes de contraception - pilule, stérilet - et a suivi le développement de l'instruction, la modification des structures familiales, l'entrée des femmes sur le marché du travail et l'amélioration de leur statut social, ainsi que des conditions de vie de larges secteurs de la population, notamment urbains, mais on ignore assez souvent que le développement peut conduire généralement, dans une première étape, à une hausse de la fécondité.

On ignore en outre assez généralement que la fécondité des populations les plus défavorisées du tiers monde, restée jusqu'ici à un niveau élevé, commence à diminuer sous l'effet de la crise économique, en l'absence même de scolarisation, en raison de la baisse du niveau de vie, du chômage, du manque de ressources alimentaires (les liens avec la famille rurale se distendent), conduisant à ce que l'on pourrait qualifier un - *malthusianisme de la pauvreté*.

Nous sommes ainsi conduits à un *deuxième paradoxe* :

En un temps où nous nous croyons bien informés sur la fécondité, du fait que ce phénomène a des effets primordiaux sur la croissance démographique, fait paradoxal, nous constatons notre *méconnaissance des déterminants des tendances de la fécondité*. Cette méconnaissance peut reposer en partie sur un *défaut de connaissance des déterminants du désir d'enfant* comme réalité sociétale.

Les produits de la conférence

Comme la conférence de Rio, la conférence du Caire a fait l'objet d'une large couverture par les médias. A en croire les différents comptes rendus publiés, on pourrait penser que c'est principalement d'interruption de grossesse que les différentes délégations nationales ont débattu. Ce serait une erreur que de s'en tenir à cette vision sommaire de la conférence.

Le programme d'action

Le principal produit de la conférence est un programme d'action en 113 pages. Ce document détaillé est à considérer comme un schéma directeur très complet soumis à l'attention des États, des organisations internationales, des agences et des banques de développement.

Outre des mentions aux principales conférences antérieures qui servent de cadre de référence (sommet mondial pour les enfants, conférence sur l'environnement et le développement, année internationale sur les populations autochtones, année de la famille, etc.), ce document comporte un rappel des grands principes qui sous-tendent ce programme (droits de l'homme, équité entre les hommes et les femmes, etc.).

Quatorze grands domaines sont abordés :

1. Liens réciproques entre population, croissance économique soutenue et développement durable
2. Égalité entre les sexes et habilitation des femmes
3. La famille, ses rôles, ses droits, sa composition et sa structure
4. Accroissement et structure de la population
5. Droits en matière de procréation, santé sexuelle génésique, et planification familiale
6. Santé, morbidité et mortalité
7. Répartition de la population, urbanisation et migrations internes
8. Migrations internationales
9. Population, développement et éducation
10. Technologie et recherche-développement
11. Initiatives nationales
12. Coopération internationale
13. Association avec le secteur non gouvernemental
14. Suivi de la conférence

Comme on peut le constater l'interruption de grossesse n'était pas, et de loin, la principale préoccupation des rédacteurs de ce document. Le spécialiste y verra surtout une véritable prise de conscience de l'importance des liens entre l'évolution démographique, les tendances de l'économie et le devenir en quantité comme en qualité des ressources naturelles de la planète.

Les capitaux à engager

Le programme d'action comporte (paragraphe 13-15) une estimation des fonds nécessaires pour assurer le contrôle de la population mondiale. Celle-ci s'élève à 5 milliards de dollars par an aujourd'hui (approximativement le produit national brut actuel de l'Éthiopie), à 17 milliards de dollars par an en l'an 2000 (approximativement le produit national brut actuel de l'Ouzbékistan), et à 22 milliards de dollars par an en 2015 (approximativement le produit national brut actuel du Pérou).

Quatre points principaux sont avancés pour justifier ces fonds : la planification familiale (60 % des fonds prévus pour l'an 2000), la santé génésique (29 %), la lutte contre le sida (8 %), et enfin l'ensemble « recherche fondamentale, compilation de données, et analyse des politiques relatives à la population et au développement » (3 % des fonds prévus pour l'an 2000).

On déplore que *les procédures de développement suggérées, par exemple la lutte contre l'analphabétisme, n'aient pas fait l'objet d'estimations similaires.*

Les points litigieux

Les réunions préparatoires avaient permis de réunir un consensus sur la majorité de ce document. C'est donc sur des points litigieux qu'ont porté les débats les plus âpres, que se sont exprimées les véritables différences.

Certains de ces points furent soulignés par le « groupe des 77 » réunissant en fait 130 pays pauvres, qui obtint certaines modifications importantes du texte proposé. Ces points portent en particulier sur la nécessité d'un accès plus équitable aux ressources, aux savoirs et aux technologies dans le cadre de la recherche d'un développement durable. Ils soulignent, d'autre part, la nécessité du respect des valeurs religieuses et éthiques et du fondement culturel des peuples dans le cadre de l'application de ce programme d'action.

Mais, de fait, les questions de développement furent reléguées loin derrière des questions éthiques parmi lesquelles l'interruption de grossesse et la contraception occupèrent une place centrale. La délégation du Vatican orchestrant un concert d'interventions diverses, a obtenu en particulier que l'interruption volontaire de grossesse ne figure pas parmi les moyens de la planification familiale et que le programme d'action ne contienne pas un droit internationalement reconnu à l'avortement.

La lutte contre la pauvreté ou l'analphabétisme

A la veille de la tenue du Comité intérimaire du fonds monétaire international à Madrid, ces débats ont occulté l'importance d'autres débats qui auraient pu porter sur la lutte contre la pauvreté ou contre l'analphabétisme, ou sur les conditions d'obtention d'une nouvelle division internationale du travail.

La conférence du Caire aura apporté à la communauté internationale un inventaire de recommandations largement dispensé par le Nord à l'attention du Sud, mais aura escamoté un sujet essentiel, celui de la *nécessaire redistribution des revenus des richesses de l'humanité du Nord vers le Sud.*

Quelque jours après Le Caire, les instances internationales chargées du financement du développement, réunies à Madrid pour répondre aux besoins en capitaux des pays membres, voient leurs décisions majeures reportées (allocation de 120 milliards de droits de tirage spéciaux réservés aux pays de l'Est, renouvellement des crédits spécialement destinés aux pays de l'Est) en raison de l'insatisfaction des pays du Sud qui voient se développer les désordres sociaux et la pauvreté massive comme résultat des plans de restructuration de leur économie.

Philippe COLLOMB,
Directeur du CICRED, Directeur de recherche à l'INED.